



SÉBASTIEN **MORE**

MODULE 7

Connaître les différents impôts et taxes

IMPOSITION DES BÉNÉFICES

**FORMATION CRÉATION
D'ENTREPRISE**

VERSION 1.0 - 05.05.2022



En fonction de la structure juridique choisie, les bénéfices sont soumis à :

IS

Impôt sur les sociétés

Pas de distinction entre le bénéfice imposable et la rémunération du chef d'entreprise

L'entreprise est dite « **transparente** » au niveau fiscal

IR

Impôt sur le revenu

Une **distinction** est faite entre le bénéfice de l'entreprise et la rémunération de son ou ses dirigeants.

L'imposition des bénéfices

En fonction de la structure juridique choisie, les bénéfices sont soumis à :

	Impôt sur les sociétés	Impôt sur le revenu
SA	✓	✓ Option si entreprise < 5 ans (BIC)
SARL	✓	✓ Option si entreprise < 5 ans (BIC)
SAS	✓	✓ Option si entreprise < 5 ans (BIC)
SASU	✓	✓ Option si entreprise < 5 ans (BIC)
EI	Si CA > 176 200 € (activités de commerce ou des prestations d'hébergement) Si CA > 72 600 € (activités de services BIC et les professions libérales BNC)	✓
EURL		✓
Micro-entreprise	✗	✓

Détermination du bénéfice imposable :

- ✓ Régime fiscal forfaitaire

Le bénéfice correspond au chiffre d'affaires minoré d'une part forfaitaire correspondant aux frais professionnels (taux déterminé par l'administration fiscale)

- ✓ Régime réel d'imposition

Le bénéfice correspond au chiffre d'affaires minoré de toutes les charges de l'entreprise (une comptabilité est à tenir pour justifier de chaque élément)

L'imposition des bénéfices

En fonction de la structure juridique choisie, les bénéfices sont soumis à :

	Régime réel d'imposition	Régime fiscal forfaitaire
SA	✓	
SARL	✓	
SAS	✓	
SASU	✓	
EI	✓ <i>Option</i>	✓
EURL	✓ <i>Option</i>	✓
Micro-entreprise		✓

Détermination du bénéfice imposable : régime fiscal forfaitaire

✓ L'abattement forfaitaire dépend de la nature de l'activité :

- **Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)**

Achat-revente

Fourniture de logement ou de nourriture

Prestations de services commerciales

- **Bénéfices Non Commerciaux (BNC)**

Prestations intellectuelles, techniques ou de soins, mises en œuvre au moyen de qualifications professionnelles dans le respect de principes éthiques ou d'une déontologie professionnelle (experts-comptables, médecins, avocats...).

- **Bénéfices Agricoles (BA)**

Activité de revente de biens issus de l'agriculture

Détermination du bénéfice imposable : régime fiscal forfaitaire

	Abattement forfaitaire	Bénéfice calculé
Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		
Achat-revente	71% du CA	29% du CA
Fourniture de logement ou de nourriture	71% du CA	29% du CA
Prestations de services commerciales	50% du CA	50% du CA
Bénéfices Non Commerciaux (BNC)	34% du CA	66% du CA
Bénéfices Agricoles (BA)	87% du CA	13% du CA

Les nuances du régime réel

✓ Régime réel « simplifié »

- Obligation de tenir certains documents comptables (Bilan, compte de résultat et annexes)
- Régime simplifié de TVA

✓ Régime réel « normal »

- Enregistrement comptable chronologique des mouvements affectant le patrimoine de l'entreprise obligatoire
- Inventaire obligatoire au moins 1 fois tous les 12 mois,
- Obligation de tenir certains documents comptables (Bilan, compte de résultat et annexes)
- Régime normal de TVA

Les nuances du régime réel

		Vente de marchandises	Prestations de services
Régime réel simplifié	Entreprises soumises à l'IR	CA entre 176 200 € HT et 818 000 € HT	CA entre 72 600 € HT et 247 000 € HT
	Sociétés soumises à l'IS	CA inférieur à 818 000 € HT	CA inférieur à 247 000 € HT
Régime réel normal	Toutes les entreprises	CA supérieur à 818 000 € HT	CA supérieur à 247 000 € HT

Détermination des taux d'imposition sur les bénéfices calculés

Impôt sur les sociétés

Taux réduit : 15 %

Sur une fraction du bénéfice imposable
limitée à 38 120 €

Taux normal : 25 %

Impôt sur le revenu

Taux propre à chaque déclarant

défini par le barème progressif de l'IRPP
(imposition des revenus des personnes physiques)
en fonction des revenus globaux du foyer

Revenus jusqu'à 10 225 € : 0%

De 10 225 € à 26 070 € : 11%

De 26 070 € à 74 545 € : 30%

De 74 545 € à 160 336 € : 41%

Plus de 160 336 € : 45%.

Auto-entreprise seulement : 1,7% du CA

si option pour le prélèvement libératoire